

Ils disent NON à la fermeture du collège



Ils disent NON à la fermeture du collège

C'est mardi soir au Pôle culturel, que s'est tenue la première réunion, suite à la décision de Philippe Dupouy, président du conseil départemental de fermer le collège Jean-Rostand, site de Cazaubon.

Ce soir-là, c'est en quelques heures, grâce aux réseaux sociaux que la mobilisation a réuni plus de 150 personnes.

La rencontre proposée par la maire Isabelle Tintané et son conseil municipal avait pour but d'informer les personnes et de mobiliser rapidement les parents, élus et envisager les actions à mener pour s'opposer à cette fermeture.

Les 14 maires de l'ancien canton de Cazaubon, solidaires, étaient présents, ainsi que des maires des villages landais voisins. Vincent Gouanelle, conseiller départemental est venu apporter son soutien, ainsi que Marie-Claude Mauras, vice-présidente de la Communauté de communes du Grand Armagnac.

Isabelle Tintané a rappelé la journée de lundi avec la venue à la mairie à 11 h 30 du président du Département Philippe Dupouy. Ce dernier l'a informée de la décision qu'il a prise au sujet du collège de Cazaubon, sa fermeture à la rentrée 2025.

Isabelle Tintané a ensuite présenté la sectorisation prévue et concernant les élèves de Cazaubon :

« Une partie des élèves ira à Eauze et l'autre à Nogaro . » La maire a rappelé les études importantes concernant la rénovation envisagée sur Eauze ,et elle a informé l'assistance que pour des raisons économiques, ces rénovations n'auront pas lieu et que la cuisine d'Eauze fermera :

« Le repas seront fournis par une centrale. »

Le sujet du transport avec les distances allongées a été évoqué avec des réveils très tôt pour les enfants :

« Les premiers élèves devront être dans le bus dès 6 h 30. »

Isabelle Tintané a aussi informé que dès mardi matin, elle avait contacté les quatre parlementaires qui eux aussi ne comprennent pas cette décision :

Les quatre parlementaires sont unis et expriment clairement leur opposition à cette fermeture.

« Elle a été prise d'une manière unilatérale entre le président du département, le Dasen et le préfet. Ce soir, un parlementaire a informé la ministre de l'éducation nationale. Demain, le sujet sera abordé dans l'hémicycle du sénat. Les parlementaires nous soutiennent. »

Cette fermeture envisagée entraîne que les élus, parents et association de parents d'élèves, les habitants du territoire, les syndicats professionnels, aux opinions différentes même opposées, s'unissent pour défendre le collège et leur territoire rural.

Les parlementaires regrettent d'avoir appris la fermeture par les réseaux sociaux et le député David Taupiac a tout de suite exprimé son désaccord à Philippe Dupouy, et a demandé au préfet de reporter sa signature, le temps qu'il y ait une consultation pour trouver ensemble une solution profitable aux enfants, aux parents et au territoire.